

Le roman de l'été

JANVIER-JUIN 2018

Les 180 Jours d'Emmanuel Macron

par André Bercoff

Épilogue

Ya-t-il un député dans la salle ?

La dissolution ? « On était dans un appartement avec une fuite de gaz et Chirac a craqué une allumette. »

Patrick Devedjian, philosophe

Le récit de politique-fiction que publie chaque semaine Valeurs actuelles décrit par le menu six mois dans la vie de la France d'Emmanuel Macron, de janvier à juin 2018. Triomphalement élu malgré une abstention importante, bénéficiant d'une majorité absolue à l'Assemblée et de la faiblesse insigne de partis politiques jusqu'ici majoritaires et désormais en voie de disparition, tout semble sourire, dans les premiers temps, à celui qui a promis un monde nouveau et une autre manière de faire de la politique. Mais l'avenir n'est plus ce qu'il était et le retour au réel n'abolit jamais le hasard... Les personnages sont connus, leurs motivations beaucoup moins. Mais, on le verra, tout reste possible...



Illustrations:
Pascal Garnier

Résumé. Un an de présidence Macron. Après l'euphorie des débuts, le paysage politique français change à toute allure.

La dette n'a pas diminué, le chômage et les déficits non plus. Les migrants continuent d'arriver par milliers sur les côtes méditerranéennes cependant que des islamistes radicaux essayent de s'implanter dans la France profonde. Du côté de l'Assemblée nationale, les impatiences se multiplient et se transforment peu à peu en une fronde qui risque de faire pas mal de dégâts. Face à la montée des périls, que vont faire Emmanuel Macron et Édouard Philippe ? Comment vont réagir les parlementaires et, au-delà des pouvoirs constitués, le peuple français ? Cela se décidera très vite. ➔

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



DESIGN: D'AMBER PHOTOS - LE PESSIS DEL. MAURITZ - ANICA DEL. AFP JB - 2018. ILL. LIBRARI DE ALAMY (2)

Jeudi 24 mai 2018

Le Monde, rubrique Débats

« Alors que le vieux monde devait s'effacer, que les fantômes de la vieille politique allaient rejoindre les livres d'histoire, qu'une page de la V^e République se refermait, le réveil est brutal.

On nous fait faire un tour de Valls, ressortant l'homme qui poignarde avec délectation son président... Soit... Reprenant et amplifiant le plan Collomb, mort-né, le nouvel ancien locataire de l'Intérieur a pondé un dispositif qui durcit la politique migratoire de notre pays. Et les cuistres nous ressortent la fameuse petite phrase de Michel Rocard, l'homme qui ne fut jamais président: "La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde."

Malhonnêteté des nouveaux apprentis sorciers du pouvoir! Ils oublient la fin de la citation: "... raison de plus pour qu'elle traite déceimment la part qu'elle ne peut pas ne pas prendre"!

La révolte gronde dans la majorité, le pouvoir se fissure, le Premier ministre de droite a le coup de menton facile, la répartie cinglante, mais il déplaît aux députés qui rêvent de le brider, voire de le déposer!

La pilule migratoire ne passe ni à droite, ni à gauche, ni dans cet entre-soi tout mou qui sert de troisième force, de doctrine macronienne.

Il n'y a pas que cela! Après un an de réformes qui avancent puis reculent, on est atterré: c'est un Macron-État que l'on nous a vendu, voilà tout! Aux larmes citoyens, sortez vos picaillons: alors que la précédente législature avait adouci les prélèvements

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



durant la fin de son mandat, celle-ci tape fort et sur les mêmes têtes. Selon mes renseignements, l'opposition se parle, socialistes et France insoumise se rapprochent, Les Républicains ne répugneraient pas à des alliances de circonstance. Sous couvert de modernisme dépassé, nous aurait-on refourgué la IV^e République avec sa petite cuisine parlementaire?

Et l'Élysée, qui pensait tirer les ficelles, se retrouve bien embêté face à un bilan lamentable. Le chômage est structurel, les lois Pénicaud n'ont rien changé, l'Europe fronce les yeux devant nos caisses vides, seule l'habileté d'un Le Drian nous permettrait d'exister à l'international. Sauf que Macron l'a exclu de toutes ses rencontres poutino-trumpiennes, humiliant le ministre des Affaires étrangères comme jamais ses prédécesseurs ne l'ont été.

Le roi est nu, et c'est indécent. » Berger

Palais de l'Élysée, bureau du président

— Ce n'est plus une majorité, c'est une maison de passe!

La voix du président dérape dans les aigus. Face à lui, appelés en urgence sitôt la dernière édition du *Monde* parvenue dans les mains présidentielles, Richard Ferrand et Édouard Philippe.

Ferrand est mal, très mal, Édouard Philippe bout d'une colère rentrée.

— *Primo*, je veux savoir qui se cache derrière ce Berger qui commence à sérieusement nous emmerder! *Secundo*, si je tiens ceux et celles qui le nourrissent en informations, je les expulse *manu militari*...

Il se calme, retrouve un peu d'humour:

— Enfin, si j'ose dire en tant que chef des armées...

La boutade fait à peine sourire ses interlocuteurs.

— En tout cas, ma décision est prise.

Vendredi 25 mai

Dépêche AFP

« Richard Ferrand se retire de la présidence du groupe LREM à l'Assemblée nationale. Il est remplacé par Jean-Michel Fauvergue, député de Seine-et-Marne, ancien chef du Raid. »

Base du Raid, Bièvres (Essonne)

Les quelques hommes de la force d'intervention boivent un café. La télévision est allumée sur BFMTV. Un gradé, un ancien, se marre. Il lance:

— Eh bien, avec "le Fauve", ils ne vont pas rigoler, les députés de Macron!

"Je veux savoir qui se cache derrière ce Berger qui commence à sérieusement nous emmerder!"

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



Un autre "Raid-man" rétorque:
— Macron non plus. La hiérarchie, c'est pas son truc à Jean-Mi!

Restaurant Bellota-Bellota,
rue Jean-Nicot, Paris

La façade rouge de l'ancre de la gastronomie espagnole attire l'œil. Elle a aussi accueilli, durant toutes les campagnes électorales 2016-2017, nombre de politiques. Le soir, une tablée bruyante se distinguait, des juppéistes bon teint, du premier cercle: Édouard Philippe, Franck Riester, Benoist Apparu, Gilles Boyer. C'est Apparu qui a découvert le lieu au lendemain des législatives de 2012. Puis le cercle s'est élargi à Solère, Darmanin, Le Maire et quelques autres. C'est ici que la décision de lâcher Fillon avait été prise, ici que l'idée des "constructifs" avait germé. Le petit

groupe avait été repéré par Emmanuel Macron grâce à la rapidité de ses réseaux. Lorsque Édouard Philippe les avait conviés à Matignon, célébrant son accession, l'un des juppéistes avait lancé en se marrant:
— Dites, les gars, je croyais qu'on avait perdu la primaire!

Ce soir, Solère, Apparu et Riester sont là. Ils ne sont que trois.

En se servant un verre de priorat, Benoist Apparu lance:

— Je n'ai convié que vous, il faut qu'on rigole un peu, c'est morose et puis on doit se parler en dehors de nos amis du gouvernement.

Thierry Solère hausse un sourcil:

— Oui, je crains le pire...

Franck Riester acquiesce:

— J'ai eu Édouard au téléphone tout à l'heure, Macron le harcèle.

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

Apparu pioche dans l'assiette de jambon :

— Moi, c'est l'Assemblée qui m'inquiète. La rumeur du dépôt d'une motion de censure s'amplifie. Ferrand viré, ça va flotter dans la majorité.

Riester vole un cornichon :

— Oui, tu as raison... Mais avec 303 députés, LREM est tranquille.

C'est Solère qui grimace :

— J'ai fait les comptes, ce n'est pas si évident. En fait il suffit de 30 types qui votent de travers chez eux et paf!

— Arrête!

Le sourire de Benoist Apparu se fige lorsque Thierry Solère prend un crayon et note :

— Chez nous, ça rue dans les bran-cards. Pour marquer le coup, certains pourraient rejeter un texte ou voter la censure, Franck, on en a parlé...

— Oui, Thierry a raison, nous avons tout accepté et les députés commencent à se demander à quoi on sert. D'autant plus que Wauquiez veut notre peau! Je sais qu'il essaie de rallier quelques gars de chez nous!

— Le MoDem s'oppose de plus en plus.

Benoist Apparu secoue la tête, ressert le vin :

— Allons, les gars, on n'est pas dans la politique-fiction! Franck, Thierry, ce n'est pas sérieux!

Les deux Constructifs grimacent de concert...

— On doit anticiper, Édouard est en danger...

Mardi 29 mai

Bureau de Christian Jacob,
siège des Républicains

C'est une réunion discrète. Laurent Wauquiez, Christian Jacob et Éric Ciotti se font face. C'est le chef qui attaque le premier. Wauquiez pose sa tasse de café :

— Donc, on a une fenêtre de tir. Éric m'assure que le FN votera la censure ou fera notre jeu si on agite l'Assemblée sur une loi. Mélenchon et la Nouvelle Gauche vont bouger, il faut maintenant rallier le MoDem et une partie du reste... Ce n'est pas gagné, cette affaire.

Christian Jacob se sent dans son élément. L'Assemblée nationale, c'est son jardin.

— On s'est recomposé, Bertrand et Péresse plantent des choux dans leurs régions, la première force d'opposition, c'est nous. En fait, il faut manœuvrer à l'américaine.

Ciotti prend son air favori, celui de l'incompréhension.

— Je m'explique! On pointe député par député les possibilités. Pour, contre, indécis. On travaille les indécis, on bosse pour convaincre et arracher chaque voix, on téléphone, on rencontre, on promet... Avec les députés LREM, il y a possibilité d'évoquer le coup de semonce, de leur vendre le refus comme un signe d'indépendance, il faut les piquer au vif, et sur-

tout leur faire comprendre que renverser Philippe, c'est, au fond, rendre un vrai service à Macron.

Wauquiez se penche, intrigué et intéressé :

— D'accord, mais il faut attendre le bon texte de loi, le moment de faire feu...

— Oui, j'y travaille, Rugby veut faire un nouveau volet sur la réforme du Parlement et ça, c'est un vrai piège à cons!

Mercredi 30 mai

Bureau du Premier ministre,
hôtel de Matignon

Fanny Le Luel, conseillère parlementaire en chef du Premier ministre, n'a pas souvent l'occasion →

***"Les députés
se demandent
à quoi
on sert.
Et Wauquiez
veut
notre peau!"***

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

d'être consultée. Mais aujourd'hui Édouard Philippe l'a convoquée en urgence.

— J'ai besoin de savoir ce qui se trame à l'Assemblée. Fanny, les échos sont mauvais, on ne parle pas de fronde mais de vent debout.

Gilles Boyer, le coauteur des polars, l'ami, est assis à l'écart. Lorsque la jeune femme, ancienne secrétaire générale du groupe UDI au Parlement, sort, il ouvre la bouche :

— Édouard, il faut que tu prennes tes distances avec le président. La nomination de Fauvergue est une connerie !

— Je sais...

Le Premier ministre a l'air tendu, soucieux. La dernière chose dont il a besoin en ce moment, c'est bien d'une fronde parlementaire.

"La consigne est de la fermer, les ministres ne nous parlent pas, le président nous ignore, c'est 'vote et tais-toi' !"

Assemblée nationale, buvette

Un petit groupe de cinq députés fait bande à part. La suspension de séance laisse quelque répit.

Le plus jeune d'entre eux a la jambe qui tressaute :

— Moins d'un an de législature et j'ai des tics nerveux. En plus, avec la remontée de bretelles de Fauvergue,

ça commence à bien faire !

Une ancienne dirigeante d'entreprise commence à regretter le temps du privé :

— Je me suis fait pourrir parce que je n'étais pas là lors d'une commission ! Mais quand j'arrive chez moi, les maires me traitent de "Parisienne" et disent : « Vous n'êtes pas sur le terrain » !

Un ex-LR en rajoute une couche :

— Se faire humilier par Sarko ou par Macron, honnêtement je ne vois pas la différence !

Quant à l'ex-socialiste de service, car il en faut toujours un, il n'en peut plus :

— En commission des lois, la consigne est de la fermer, les ministres ne nous parlent pas, le président nous ignore, c'est "vote et tais-toi" !

Jean-Michel Fauvergue apparaît :

— La séance va reprendre.

Docilement les LREM retournent dans l'Hémicycle.

À l'écart, Éric Ciotti n'a pas perdu une miette de la conversation.

Assemblée nationale, salle des pas perdus

Jean-Michel Fauvergue s'avance vers la présidente de la commission des lois, Yaël Braun-Pivet.

— Dis-moi, j'ai entendu que certains députés avaient des états d'âme en ce qui concerne la réforme du Parlement, c'est vrai ?

— On se pose des questions, pas mal de nos collègues...

Le Fauve interrompt la réponse de la députée :

— Le président a été très clair ! Cette réforme doit passer avec l'ensemble de la majorité, je ne veux ni abstentions ni amendements !

Il tourne les talons. « Décidément, il va nous faire regretter Ferrand », se dit-elle.

Vendredi 1^{er} juin

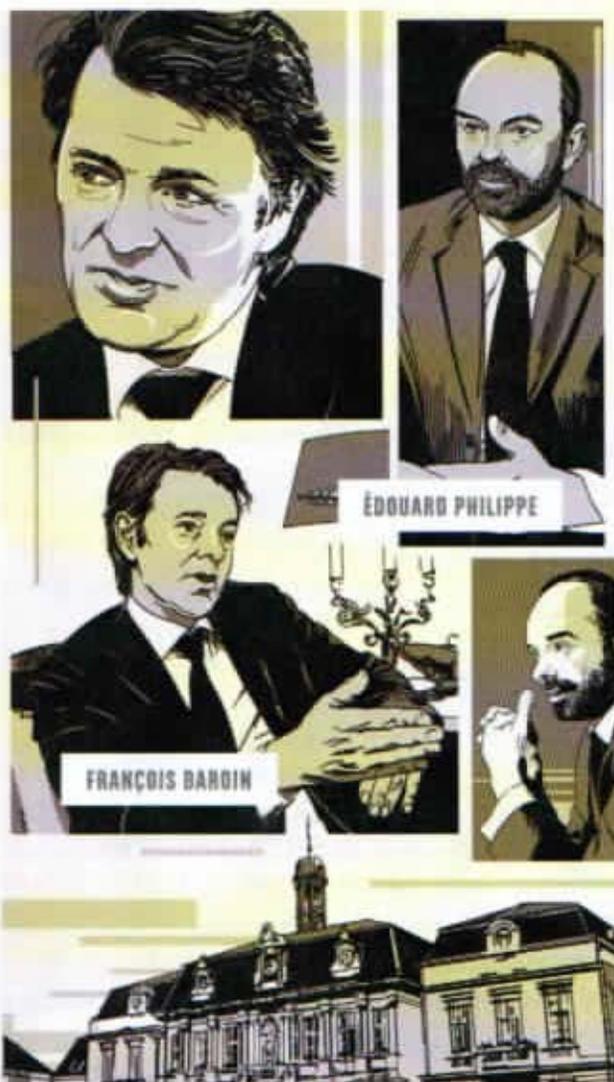
Troyes (Aube)

La visite du Premier ministre attire tous les médias nationaux. C'est Matignon qui a pris l'initiative de ce voyage, officiellement pour inaugurer un pôle d'excellence économique (PEE), le nouveau gadget censé réindustrialiser la France.

Officieusement, Édouard Philippe veut surtout sonder François Baroin. Maire de Troyes, Baroin est le président de l'Association des maires de

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



France, ce qu'on pourrait nommer dans le langage présidentiel un lobby. En tout cas, il pèse lourd.

C'est à la mairie, après le déjeuner, que les deux hommes se parlent.

— François, que préparent Les Républicains?

— Je suis tenu à l'écart, Édouard, mais ce que je peux te dire, c'est que c'est Jacob qui est à la manœuvre. Il n'y a pas que ça! Les maires sont excédés par Le Maire, et je ne dis pas ça pour te faire sourire, mais les ponctions de Bercy, les dépu-

tés de la majorité totalement déconnectés du terrain... Bon sang, tu as été maire du Havre, tu sais ce que c'est!

— Je sais... Mais je vais te dire une chose... Si je saute, c'est Valls ou Le Maire! Transmets le message à Wauquiez!

Lundi 4 juin

Bureau du président de la République, Élysée

— Édouard, on va taper fort avec cette loi, Ruyg a raison, il faut que les députés redeviennent des citoyens ordinaires!

Depuis trente minutes, le Premier ministre argumente. Le projet de loi qui rabote encore plus la fonction parlementaire est une erreur. L'abandon de la réserve parlementaire a hérissé tout le monde, c'est passé avec des députés tout neufs, mais après un an de mandat présidentiel, les choses ont changé.

— C'est une connerie! L'alignement sur le privé, la limitation à deux mandats, on multiplie les interdictions! Bientôt il faudra recruter des candidats par petites annonces... Cela va trop loin. En plus, au niveau communication, c'est débile: les nouveaux députés viennent d'arriver et on gueule sur leur supposé amateurisme! Ce n'est pas tenable.

— Édouard, cette loi doit passer! On lâchera du lest sur le Parlement plus tard.

Ayant renoncé à convaincre le président, Édouard Philippe quitte l'Élysée. Vivement le retour à la littérature, ce vice impuni, le seul qui compte.

Bureau de Jean-Michel Clément,
Assemblée nationale

Le député de la 3^e circonscription de la Vienne, ancien PS, avait fait sensation en juillet 2017. Il trouvait la loi sur la moralisation « futile », s'était mis en retrait de LREM, sa nouvelle famille. Il annonçait « attendre des projets plus innovants, ➔

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

plus enthousiasmants ». Il avait semblé retrouver de son allant avec les lois Pénicaud et quelques autres textes.

Mais la loi qui se profile sur le statut des parlementaires l'agace. Et lorsque le président du groupe Nouvelle Gauche, ex-PS, Olivier Faure, l'approche, il lui fait part de son désarroi :

— Honnêtement, dans l'état actuel des choses, je ne vote pas ce texte.

— Une abstention ? C'est tiède.

— Non, je voterai contre !

En sortant de son entretien, Faure adresse un SMS à son patron, Gérard Filoche. « On a Clément. »

Journal de 20 heures, France 2

Le président du MoDem, éphémère ministre de la Justice d'Emmanuel Macron, est remonté comme une pendule. Anne-Sophie Lapix n'a quasiment rien eu à faire pour avoir un Bayrou des grands jours.

— Êtes-vous toujours membre de la majorité présidentielle, François Bayrou ?

— Je ne sais plus... Écoutez... Le MoDem ne peut plus cautionner des ré...ré...formes qui affaiblissent la représent...tation na...nationale !

Anne-Sophie Lapix n'en revient pas. François Bayrou est si agacé qu'il bégaye ! Comme à la grande époque.

— Donc le MoDem votera contre la loi sur le statut des parlementaires ?

— Je ne suis pas le... patron du groupe parle... parle...parlementaire.

Bayrou respire profondément, se remémore les conseils de son sophrologue... Puis il reprend :

— Je vais avoir une réunion avec l'ensemble des députés du MoDem. Mais dans l'état actuel des choses, ça m'étonnerait...

— Et si une motion de censure est déposée ?

— Il n'est pas exclu, compte tenu de la situation, que le groupe la soutienne !

Et ça, sans bégayer !

Mardi 5 juin

Arrivée du *Canard enchaîné* dans les rédactions

**“Le Canard”
a pondu
un bel œuf.
“Moi, Berger...
Comment
Hollande
s'est masqué
de l'Élysée !”**

Par privilège, mais surtout afin qu'ils puissent reprendre les informations du palmipède le jour de sa parution, *le Canard enchaîné* déboule sur les bureaux des journalistes vers 17 heures le mardi, veille de sa sortie en kiosques.

Le Canard a pondu un bel œuf.

« Moi, Berger... Comment Hollande s'est masqué de l'Élysée ! »

L'article dévoile le nom de l'éditorialiste qui, depuis quelques mois, fait trembler la majorité : François Hollande, qui renoue enfin avec sa véritable vocation de commentateur brillant d'une actualité dont il a été pendant cinq ans une vedette plus ou moins fictive.

Rue de Rivoli, Paris

François Hollande hausse les épaules. Il replie posément *le Canard* et se tourne vers Stéphane Le Foll.

Julie Gayet passe au fond de l'appartement, elle est en retard, elle doit s'en aller :

— Salut les garçons, à plus tard.

Le Foll, tête d'empereur romain et physique de lutteur, sourit :

— On a bien rigolé, non ?

— Oui... Et ce n'est pas fini.

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



STÉPHANE LE FOLL

FRANÇOIS HOLLANDE

JULIE GAYET

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

Mercredi 6 juin

Siège des Républicains, rue de Vaugirard

Christian Jacob a les yeux rivés sur son téléphone. La fonction calculatrice de ce dernier revêt la plus grande importance aujourd'hui.

Ciotti se tait, ce qui est un exploit, Wauquiez est calme. Ils attendent le verdict.

— C'est tangent, mais on peut y aller. Au pire on échoue de quelques voix!

Wauquiez fait une grimace:

— Tu es sûr?

— Je récapitule: la Nouvelle Gauche, l'ex-PS, va voter la motion, ainsi que le PC et La France insoumise. On a une grosse partie des Constructifs, ça fait une semaine qu'on les rencontre, on a tout le MoDem, et certains ex de LREM nous écoutent de plus en plus... La loi peut passer, mais le contraire est possible. Et puis imagine juste que la motion échoue de quelques voix! C'est déjà un cataclysme: comment un président avec une majorité écrasante peut-il justifier ça?

Wauquiez se tourne vers Ciotti:

— Et le FN?

— Dans la poche!

Le président des Républicains sourit:

— OK, on fonce.

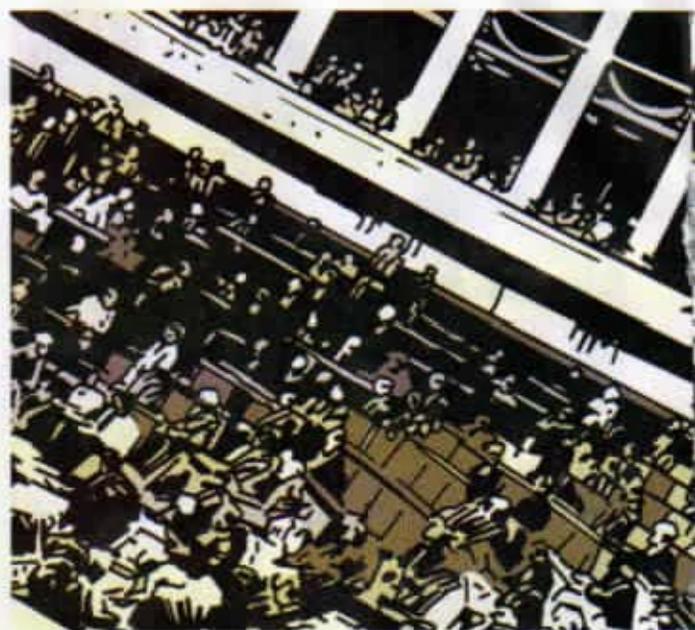
Assemblée nationale

Le groupe Les Républicains a déposé, il y a quarante-huit heures, une motion de censure contre le gouvernement. Celle-ci est provoquée: il suffit qu'elle soit déposée par un dixième des députés. En général, le gouvernement engage sa responsabilité et passe en force. Mais là, c'est l'opposition qui exige un vote.

Bureau d'Olivier Faure

Au téléphone le député Nouvelle Gauche est clair:

— On vote la motion!



Il prend son portable, tape un SMS lapidaire: « C'est fait. »

Bureau de Marine Le Pen

— On appuie la motion.

Louis Aliot approuve, il a déjà donné des assurances à Éric Ciotti.

Bureau de Jean-Michel Clément

Le député, présenté par la presse comme l'un des frondeurs de LREM, vient d'être conforté par l'attitude du président de l'Assemblée. À cause de son refus du dialogue et sa volonté de casser le Parlement, Rugby vient de rallier un hésitant à la motion de censure. Sur son téléphone, il pianote à l'intention de Jacob: « Je vous suis. »

Bureau de Jean-Louis Bourlanges

— OK, je vote la motion.

Le député MoDem, à l'instar de François Bayrou,

Le roman de l'été

LES 160 JOURS D'EMMANUEL MACRON



a convaincu son groupe de suivre la motion de censure. Il est sûr de n'avoir rien à perdre, mais ce qui domine, chez lui, c'est le sentiment d'un immense gâchis.

Jeudi 7 juin

Hémicycle de l'Assemblée nationale

La salle est pleine comme un œuf. François de Rugy monte à la tribune, il est blanc comme un linge.

— Mes chers confrères, voici le résultat du vote de la motion de censure dont nous avons à débattre. Contre l'adoption de cette motion: 282 voix. Pour: 291. Abstentions: 4. Un tohu-bohu énorme éclate. Le président donne de la voix pour prononcer la phrase rituelle: « En conséquence, la motion est adoptée! »

Une telle fronde victorieuse de l'Assemblée n'était pas arrivée depuis 1962!

Vendredi 8 juin

Libération: « Les républicains en marche piétinent Macron. »

Le Figaro: « Un coup d'État à froid: un Parlement acquis au président de la République licencie le Premier ministre. »

Le Parisien-Aujourd'hui en France: « Édouard Philippe balayé par l'Assemblée. »

AFP

« Le Premier ministre a présenté la démission de son gouvernement au président de la République. Le président Emmanuel Macron a prévu de s'adresser à la nation dès ce soir. Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a qualifié les frondeurs de "doux rêveurs et poètes irresponsables". »

Journaux télévisés de TF1, France 2, directs sur les chaînes d'info

Emmanuel Macron a consulté toute la journée. Il aurait pu préférer l'eau tiède, repartir avec un autre Premier ministre, donner des gages au Parlement. Mais il décide de forcer le trait, de tout faire exploser. ➔

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

D'ailleurs, la plupart des députés LREM "frondeurs" sont épouvantés et rejouent la grande scène classique "mon Dieu, qu'avons-nous fait"! Personne n'imaginait Édouard Philippe martyrisé, outragé...

20 heures, le président parle

« Après consultation du Premier ministre, du président du Sénat et du président de l'Assemblée nationale, j'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Le décret de dissolution et le décret fixant la date des élections législatives seront publiés au plus vite. J'ai parfaitement reçu le message des parlementaires, mais je me dois de ne pas céder aux manœuvres politiciennes de certains groupes, à l'alliance de circonstance d'une faction qui ne représente pas la majorité des Français. Des députés ont été trompés, abusés, les Français ne sont pas dupes.

Je maintiendrai l'unité du pays, contre le jeu d'une vieille politique qui n'accepte pas sa défaite. J'ai donc décidé de refuser la démission du Premier ministre et de son gouvernement, je m'en remets aux Français...

Après consultation du Conseil constitutionnel et des autorités compétentes, de nouvelles élections législatives auront lieu avant la fin du mois de juin. Si les Français, pour le bien desquels je me bats depuis des années, décident de renvoyer une majorité qui ne correspond pas au programme que j'ai fixé lors de la campagne présidentielle et que je me suis efforcé de tenir contre vents et marées, j'en tirerai les conclusions qui s'imposent. Chers compatriotes, il en va du destin de notre pays. Ou nous laissons faire les intérêts particuliers, les corporatismes et les égoïsmes des uns et des autres, ou nous faisons l'effort de sortir la France du poids de la dette, du chômage et de l'in-

sécurité. Je crois avoir tracé la voie et avoir constamment agi dans la clarté. Je crois par-dessus tout à la démocratie et à la liberté d'expression. C'est donc à vous, chers compatriotes, de décider en conscience s'il faut continuer sur la voie des réformes ou retourner aux compromissions et au renoncement. Vive la République, vive la France! »

Le monde politico-médiatique retient son souffle. Et tous pensent à la même chose: Chirac 1997. Le président corrézien avait la majorité à l'Assemblée et avait quand même décidé de se tirer une balle dans le ventre. Résultat: cinq années de jospino-socialisme. Qu'est-ce qui arrive à Emmanuel Macron? Est-il devenu fou? Mallarmé écrivait: « Un coup de dé jamais n'abolira le hasard. » En quoi une motion de censure gagnée à deux voix près doit-elle amener le chef de l'État à faire exploser une majorité absolue qui lui reste acquise? Tous se perdent en conjectures.

22 heures, palais de l'Élysée

Emmanuel et Brigitte se tiennent la main. Seuls présents avec le couple: Alexis Kohler, le secrétaire général, et Ismaël Emelien, son Attali à lui. Avec le président, ces deux-là forment

le trio qui, depuis un an, de l'Élysée, "tient" la France. Brigitte le regarde, lui sourit:

— Tu as bien fait. Tous ces gens n'existent que par toi et ils te trahissent. Il fallait te retourner vers les électeurs: eux ne te trahiront pas.

— C'est quitte ou double, Brigitte.

— Ça a toujours été comme ça, Emmanuel. Depuis le début.

— Et on continue, Brigitte?

— Et on continue, mon chéri. Comme toujours. ●

Fin

***"J'ai donc
décidé
de refuser
la démission
du Premier
ministre,
je m'en
remets
aux
Français..."***